

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette présente soumission ne requiert aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Besoin

Le besoin est décrit en détail à l'article 2.2 des clauses du contrat éventuel.

1.3 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 2015-07-03 Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 3 de l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées (2003) incorporées ci-haut par renvoi, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

3. Liste de noms

- a. Les soumissionnaires qui sont incorporés ou une entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant à titre de coentreprise, ont déjà fourni une liste complète des noms de tous les administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du ou des propriétaire(s), au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA).
- b. Ces soumissionnaires doivent immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms des administrateurs pendant ce processus d'approvisionnement.

1.3.1 Clauses du Guide des CCUA

Guide des CCUA - clause B4024T 2006-08-15 Aucun produit de remplacement

Les soumissionnaires doivent fournir les produits qui sont conformes à la description, à la marque, au modèle et/ou au numéro de pièce indiqués dans la description des articles de la demande de soumissions. Les soumissionnaires sont prévenus que les produits de remplacement ne seront pas pris en considération.

Guide des CCUA - clause D9002C 2007-11-30 Ensembles incomplets

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité contractante.

1.4 Présentation des soumissions

1.4.1 Les soumissions doivent être présentées à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions, ainsi qu'à l'article 5 de la Partie 2 - Clauses du contrat subséquent, avant 16h00 le 26 janvier 2016.

1.5 Attestations et renseignements supplémentaires

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

1.5.1 Attestation exigées avec la soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003 2015-07-03. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.6 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante au moins 2 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse y répondre.

1.7 Procédures d'évaluation

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions incluant les critères d'évaluation technique et financier mentionnés ci-dessous.

1.7.1 Évaluation technique

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

1.7.1.1 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination telle qu'indiquée en page 1 de cette demande, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

1.7.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

1.8 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

1.9 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

2.1 Exigences relatives à la sécurité

2.1.1 Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir un (1) appareil de mesure décrit ci-dessous et comprenant les options et accessoires suivants :

Freedom Comm. Tech. R8000C Communications System Analyser, 1 GHz

- R8-TG Tracking Generator
- R8-CF Cable Fault Locator
- R8-P25 APCO Project 25 Phase 1
- R8-AT_XTL Autotune for Motorola XTL Series Mobile Radios
- R8-AT_APX Autotune for Motorola APX Mobiles and Portables
- 202161-01 Audio Breakout box for XTL Radios

conformément au besoin décrit à l'annexe « A ».

2.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.3.1 Conditions générales

2029 2015-09-03 Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.4 Durée du contrat

2.4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 25 mars 2016.

2.5 Responsables

2.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Sébastien Vincent
Titre : Technologiste, ingénierie électronique
Direction des services techniques intégrés
Garde côtière canadienne (MPO) / Gouvernement du Canada
Adresse : 101 boulevard Champlain, Québec (Québec) G1K 7Y7
Tél : 418-953-8962 / Courriel : Sebastien.Vincent@dfo-mpo.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

2.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : Sébastien Vincent
Titre : Technologiste, ingénierie électronique
Direction des services techniques intégrés
Garde côtière canadienne (MPO) / Gouvernement du Canada
Adresse : 101 boulevard Champlain, Québec (Québec) G1K 7Y7
Tél : 418-953-8962 / Courriel : Sebastien.Vincent@dfo-mpo.gc.ca

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

2.6 Paiement

2.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe « A »), selon un montant total de à préciser \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

2.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C 2011-05-16, Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

2.6.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C 2008-05-12, Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

2.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

2.8 Attestations

2.8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

2.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

2.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) [2029](#) 2014-09-25 Conditions générales - biens ou services (faible valeur);
- c) Annexe A, Besoin;
- d) la soumission de l'entrepreneur en date du à préciser.

2.11 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* B1501C 2006-06-16, Appareillage électrique

Tout appareillage électrique fourni dans le cadre du contrat doit être, avant la livraison, certifié ou approuvé aux fins d'utilisation selon les exigences du [Code canadien de l'électricité](#), Partie 1, par un organisme accrédité par le Conseil canadien des normes.

Annexe A

Livrables

| Item | Description | Quantité | Unité de distribution | Prix unitaire | Prix total |
|-------------------------------|--|-----------------|------------------------------|----------------------|-------------------|
| 1 | Freedom Communications Technologies R8000C Communications System Analyser, 1 GHz | 1 | chaque | | |
| 2 | R8-TG Tracking Generator | 1 | chaque | | |
| 3 | R8-CF Cable Fault Locator | 1 | chaque | | |
| 4 | R8-P25 APCO Project 25 Phase 1 | 1 | chaque | | |
| 5 | R8-AT_XTL Autotune for Motorola XTL Series Mobile Radios | 1 | chaque | | |
| 6 | R8-AT_APX Autotune for Motorola APX Mobiles and Portables | 1 | chaque | | |
| 7 | 202161-01 Audio Breakout box for XTL Radios | 1 | chaque | | |
| Sous-total | | | | | \$ |
| Frais de transport* | | | | | \$ |
| TPS/TVP | | | | | \$ |
| Total (TPS/TVP Inclus) | | | | | \$ |

***Note: La destination finale de livraison pour tous les items est indiquée ci-dessous.**

Garde côtière canadienne (MPO)
a/s Sébastien Vincent
101, boulevard Champlain
Québec (Québec)
G1K 7Y7

PART 1 - INFORMATION AND INSTRUCTIONS

1.1 Security Requirements

There is no security requirement associated with this bid solicitation.

1.2 Requirement

The requirement is detailed under Article 2.2 of the resulting contract clauses.

1.3 Standard Instructions, Clauses and Conditions

All instructions, clauses and conditions identified in the bid solicitation by number, date and title are set out in the [Standard Acquisition Clauses and Conditions Manual](https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual) (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) issued by Public Works and Government Services Canada.

Bidders who submit a bid agree to be bound by the instructions, clauses and conditions of the bid solicitation and accept the clauses and conditions of the resulting contract.

The 2003 (2015-07-03) Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements, are incorporated by reference into and form part of the bid solicitation.

Subsection 03 of Section 01 Integrity Provisions - Bid of the Standard Instructions (2003) incorporated by reference above are deleted in their entirety and replaced with the following:

3. List of Names

- a. Bidders who are incorporated or who are a sole proprietorship, including those bidding as a joint venture, have already provided a list of names of all individuals who are directors of the Bidder, or the name of the owner, at the time of submitting an arrangement under the Request for Supply Arrangement (RFSA).
- b. These bidders must diligently inform Canada in writing of any changes affecting the list of directors during this procurement process as well as during the contract period.

1.3.1 SACC Manual Clauses

SACC Manual clause B4024T 2006-08-15 No substitute Products

Bidders must provide products that are of the same description, brand name, model and/or part number as detailed in the item description of the bid solicitation. Bidders are advised that substitute products will not be considered.

SACC Manual clause D9002C 2007-11-30 Incomplete assemblies

The Contractor must not ship incomplete assemblies unless the authorization for such shipment has been obtained before from the Contracting Authority

1.4 Submission of Bids

- 1.4.1** Bids must be submitted to the Contracting Authority identified in the bid solicitation and in Part 2 - Resulting Contract Clauses, article 2.5, by 4 pm on January 26th 2016.

1.5 Certifications Required Precedent to Contract Award

Bidders must provide the required certifications and associated information to be awarded a contract.

The certifications provided by bidders to Canada are subject to verification by Canada at all times. Canada will declare a bid non-responsive, or will declare a contractor in default in carrying out any of its obligations under the Contract, if any certification made by the Bidder is found to be untrue, whether made knowingly or unknowingly, during the bid evaluation period or during the contract period.

The Contracting Authority will have the right to ask for additional information to verify the Bidder's certifications. Failure to comply with any request or requirement imposed by the Contracting Authority may render the bid non-responsive or constitute a default under the Contract.

1.5.1 Integrity Provisions - Associated Information

By submitting a bid, the Bidder certifies that the Bidder and its Affiliates are in compliance with the provisions as stated in Section 01 Integrity Provisions - Bid of Standard Instructions [2003 \(2015-07-03\)](#). The associated information required within the Integrity Provisions will assist Canada in confirming that the certifications are true.

1.6 Enquiries - Bid Solicitation

All enquiries must be submitted to the Contracting Authority no later than two (2) calendar days before the bid closing date. Enquiries received after that time may not be answered.

1.7 Evaluation Procedures

Bids received will be assessed in accordance with the entire requirement of the bid solicitation including the technical and financial evaluation criteria specified below:

1.7.1 Technical Evaluation

All bids must be completed in full and provide all of the information requested in the bid solicitation to enable full and complete evaluation.

1.7.1.1 Financial Evaluation

The price of the bid will be evaluated in Canadian dollars, Applicable Taxes excluded, DDP destination indicated on page one (1) of this solicitation, freight charges, Canadian customs duties, and excise taxes included.

1.7.2 Basis of Selection

A bid must comply with the requirements of the bid solicitation and meet all mandatory technical evaluation criteria to be declared responsive. The responsive bid with the lowest evaluated price will be recommended for award of a contract.

1.8 Applicable Laws

Any resulting contract must be interpreted and governed, and the relations between the parties determined, by the laws in force in Quebec, Canada.

Bidders may, at their discretion, substitute the applicable laws of a Canadian province or territory of their choice without affecting the validity of their bid, by deleting the name of the Canadian province or territory specified and inserting the name of the Canadian province or territory of their choice. If no change is made, it acknowledges that the applicable laws specified are acceptable to the bidders.

1.9 Debriefings

Bidders may request a debriefing on the results of the bid solicitation process. Bidders should make the request to the Contracting Authority within 15 working days from receipt of the results of the bid solicitation process. The debriefing may be in writing, by telephone or in person.

PART 2 - RESULTING CONTRACT CLAUSES

2.1 Security Requirements

2.1.1 There is no security requirement applicable to this Contract.

2.2 Requirement

The Contractor must provide one (1) test equipment as described below and comprised of:

Freedom Comm. Tech. R8000C Communications System Analyser, 1 GHz

- R8-TG Tracking Generator
- R8-CF Cable Fault Locator
- R8-P25 APCO Project 25 Phase 1
- R8-AT_XTL Autotune for Motorola XTL Series Mobile Radios
- R8-AT_APX Autotune for Motorola APX Mobiles and Portables
- 202161-01 Audio Breakout box for XTL Radios

in accordance with the Requirement at Annex "A."

2.3 Standard Clauses and Conditions

All clauses and conditions identified in the Contract by number, date and title are set out in the *Standard Acquisition Clauses and Conditions Manual* (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) issued by Public Works and Government Services Canada.

2.3.1 General Conditions

SACC Manual clause 2029 2015-09-03 General Conditions - Goods or Services (Low Dollar Value) apply to and form part of the Contract.

2.4 Term of Contract

2.4.1 Delivery Date

All the deliverables must be received on or before March 25th, 2016.

2.5 Authorities

2.5.1 Contracting Authority

The Contracting Authority for the Contract is:

Name: Sébastien Vincent
Title: Electronic Engineering Technologist
Integrated Technical Services Directorate
Canadian Coast Guard (DFO) / Government of Canada
Address : 101 Champlain Blvd, Quebec city, QC G1K 7Y7
Phone : 418-953-8962 / Email : Sebastien.Vincent@dfo-mpo.gc.ca

The Contracting Authority is responsible for the management of the Contract and any changes to the Contract must be authorized in writing by the Contracting Authority. The Contractor must not perform work in excess of or outside the scope of the Contract based on verbal or written requests or instructions from anybody other than the Contracting Authority.

2.5.2 Technical Authority

The Technical Authority for the Contract is:

Name: Sébastien Vincent
Title: Electronic Engineering Technologist
Integrated Technical Services Directorate
Canadian Coast Guard (DFO) / Government of Canada
Address : 101 Champlain Blvd, Quebec city, QC G1K 7Y7
Phone : 418-953-8962 / Email : Sebastien.Vincent@dfo-mpo.gc.ca

The Technical Authority named above is the representative of the department or agency for whom the Work is being carried out under the Contract and is responsible for all matters concerning the technical content of the Work under the Contract. Technical matters may be discussed with the Technical Authority, however the Technical Authority has no authority to authorize changes to the scope of the Work. Changes to the scope of the Work can only be made through a contract amendment issued by the Contracting Authority.

2.6. Payment

2.6.1 Basis of Payment

In consideration of the Contractor satisfactorily completing all of its obligations under the Contract, the Contractor will be paid a firm price as specified in Annex A for a cost of \$ to be specified. Customs duties are included and Applicable Taxes are extra.

Canada will not pay the Contractor for any design changes, modifications or interpretations of the Work, unless they have been approved, in writing, by the Contracting Authority before their incorporation into the Work.

2.6.2 Limitation of Price

SACC Manual clause C6000C (2011-05-16) Limitation of Price

Canada will not pay the Contractor for any design changes, modifications or interpretations of the Work unless they have been approved, in writing, by the Contracting Authority before their incorporation into the Work.

2.6.3 Single Payment

SACC Manual clause H1000C (2008-05-12) Single Payment

Canada will pay the Contractor upon completion and delivery of the Work in accordance with the payment provisions of the Contract if:

- a) an accurate and complete invoice and any other documents required by the Contract have been submitted in accordance with the invoicing instructions provided in the Contract;
- b) all such documents have been verified by Canada;
- c) the Work delivered has been accepted by Canada.

2.7 Invoicing Instructions

1. The Contractor must submit invoices in accordance with the section entitled "Invoice Submission" of the general conditions. Invoices cannot be submitted until all work identified in the invoice is completed.
2. Invoices must be distributed as follows:
 - a) The original and one (1) copy must be forwarded to the address shown on page 1 of the Contract for certification and payment.
 - b) One (1) copy must be forwarded to the Contracting Authority identified under section 2.5.2 of this document.

2.8 Certifications

2.8.1 Compliance

The continuous compliance with the certifications provided by the Contractor in its bid and the ongoing cooperation in providing associated information are conditions of the Contract. Certifications are subject to verification by Canada during the entire period of the Contract. If the Contractor does not comply with any certification, fails to provide the associated information, or if it is determined that any certification made by the Contractor in its bid is untrue, whether made knowingly or unknowingly, Canada has the right, pursuant to the default provision of the Contract, to terminate the Contract for default.

2.9 Applicable Laws

The Contract must be interpreted and governed, and the relations between the parties determined, by the laws in force in Quebec, Canada.

2.10 Priority of Documents

If there is a discrepancy between the wording of any documents that appear on the list, the wording of the document that first appears on the list has priority over the wording of any document that subsequently appears on the list.

- (a) the Articles of Agreement;
- (b) *SACC Manual* clause 2029 (2014-09-25) General Conditions - Goods or Services (Low Dollar Value);
- (c) Annex A, Requirement;
- (d) the Contractor's bid dated to be specified.

2.11 Electrical equipment

SACC Manual clause B1501C 2006-06-16 Electrical Equipment

All electrical equipment supplied under the Contract must be certified or approved for use in accordance with the [Canadian Electrical Code](#), Part 1, before delivery, by a certification organization accredited by the Standards Council of Canada.

Annex A

Deliverables

| Item | Description | Quantity | Unit of issue | Unit Price | Total Price |
|-------------|--|-----------------|----------------------|---------------------------------|--------------------|
| 1 | Freedom Communications Technologies R8000C Communications System Analyser, 1 GHz | 1 | each | | |
| 2 | R8-TG Tracking Generator | 1 | each | | |
| 3 | R8-CF Cable Fault Locator | 1 | each | | |
| 4 | R8-P25 APCO Project 25 Phase 1 | 1 | each | | |
| 5 | R8-AT_XTL Autotune for Motorola XTL Series Mobile Radios | 1 | each | | |
| 6 | R8-AT_APX Autotune for Motorola APX Mobiles and Portables | 1 | each | | |
| 7 | 202161-01 Audio Breakout box for XTL Radios | 1 | each | | |
| | | | | Subtotal | \$ |
| | | | | Shipping fee* | \$ |
| | | | | GST/PST | \$ |
| | | | | Total (GST/PST Included) | \$ |

***Note: The final delivery destination for all items is indicated below.**

Canadian Coast Guard (DFO)
c/o Sébastien Vincent
101 Champlain Blvd
Quebec city, QC G1K 7Y7